



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du [Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles](#).

ÉCLAIRAGE – 6 janvier 2017

HUT Clément et KAPITENE Marcel-Héritier,
Marcel, *Portrait de Moïse Katumbi*, Éclairage
du GRIP, 6 janvier 2017.

<http://www.grip.org/fr/node/2226>



Éclairage

Dossier élections RDC **Portrait : Moïse Katumbi¹**

Par **Clément Hut & Marcel-Héritier Kapitene**

6 janvier 2017

Moïse Katumbi est de la génération des opposants que craint le régime de Joseph Kabila. Issu de l'actuelle majorité présidentielle, l'ancien gouverneur du Katanga incarne la figure du dauphin révolté. L'homme a un profil contrasté ; s'il lui est arrivé de nombreuses fois de s'opposer frontalement aux multinationales opérant au Katanga, ainsi qu'aux élites de Kinshasa – avec parfois une brutalité particulière –, il sait également se faire aduler des foules.

Fils d'un immigré grec et d'une femme congolaise, il s'est d'abord imposé dans le milieu katangais des affaires, avant d'user de la popularité dont jouit le club de football qu'il dirige et devenir, à 53 ans, un des principaux leaders de la tumultueuse arène politique congolaise.

Entre affaires, football et politique

C'est dans les affaires que Moïse Katumbi se révèle. Il débute sa carrière en fournissant en poissons les internats catholiques autour de Lubumbashi. Son commerce ne prend cependant réellement son essor qu'avec la signature de son premier contrat de fourniture de denrées alimentaires à la *Gécamines*, la société minière d'État opérant au Katanga. À la croisée entre les mines, le transport, la construction et le commerce des poissons, il bâtit son empire sur les traces de son demi-frère Raphaël Soriano Katebe – celui-ci ayant été obligé de s'exiler, à la suite d'une disgrâce sous le régime de Mobutu.

Impliqué dans les circuits de financement de l'AFDL¹, Moïse Katumbi serait entré en conflit avec Laurent-Désiré Kabila pour une sombre affaire de fournitures d'armes. Il s'exile alors en Zambie, où il entretient des relations d'affaires avec le président Frederick Chiluba, notamment dans le domaine des minerais.

1. Cet éclairage fait partie du projet du GRIP « [Dossier élections RDC : portraits et éclairages thématiques](#) ». Il est publié parallèlement à l'éclairage [la Justice rongée de l'intérieur](#) rédigé par Marcel Yabili.

À la fin de l'année 2003, Katumbi fait son entrée en politique. Six ans plus tôt, il avait remplacé Raphaël Katebe à la présidence du plus célèbre club de football de la RDC, le Tout Puissant (TP) Mazembe. Comme son demi-frère, il mêle les affaires, le mécénat et les jeux politiques, usant de l'un au profit de l'autre, selon les circonstances. Si, à l'époque, c'est sous la casquette de directeur de campagne de Katebe² que Katumbi a fait ses premières armes en politique, c'est véritablement son passage au parti de [Joseph Kabila](#) qui le révèle au public non-katangais.

En effet, en 2006, il rejoint le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie³ (PPRD) et soutient la candidature de Joseph Kabila à la présidence. Lui-même candidat au governorat de la province minière du Katanga, il mène une campagne ciblant les franges les plus démunies de la population, n'hésitant pas à utiliser la « machine électorale » du TP Mazembe pour attirer des suffrages.

Il est élu gouverneur en janvier 2007. Voulant développer un climat propice aux investissements, c'est en chef d'entreprise qu'il gouverne sa province. Ses pratiques en ce sens contribuent rapidement à l'apparition de tensions avec le président, par exemple sa lutte contre l'exportation de minerais bruts et ses tentatives de démantèlement des réseaux de fraude douanière et fiscale, d'autant plus qu'il n'hésite pas à menacer de fermeture les entreprises qui ne se conforment pas à la loi. Son intransigeance sur ces points lui vaut d'être combattu par une partie de l'entourage du président, alors que ces derniers bénéficiaient jusque-là de la mainmise sur les entreprises étatiques pour s'enrichir personnellement et entretenir des réseaux clientélistes.

Alors que les concessions minières d'État sont envahies par des creuseurs clandestins entre 2008 et 2009, Moïse Katumbi prend leur défense, au grand dam de Kinshasa. Il soutient que ces creuseurs contribuent à résorber le chômage⁴ et s'oppose à Kinshasa, qui ordonne leur expulsion des mines d'État, concédées à des multinationales.

Katumbi doit sa survie politique, en dépit de ses brouilles avec le pouvoir central, à ses relations. Lié à Augustin Katumba Mwanke⁵ et aux milieux financiers proches de la présidence, il parvient à se maintenir au pouvoir malgré l'hostilité de Kabila. Comme ce dernier, le gouverneur du Katanga est proche de Jacob Zuma, de Dan Gertler et de George Arthur Forrest, impliqués à divers degrés dans l'exploitation minière et pétrolière en RDC⁶. En 2011, Katumba Mwanke⁷, mais aussi Dan Gertler, se déclarent favorables à ce que Katumbi succède en 2016 à Joseph Kabila afin de pérenniser le système patrimonial au pouvoir. Leurs avis ne font pourtant pas consensus ; d'autres proches du régime voient en Katumbi un « Katangais de trop », qui utilise la popularité qu'il tire de son club de foot pour influencer l'opinion congolaise, au-delà du seul Katanga.

Par ailleurs, l'homme d'affaires-gouverneur ne peut se targuer d'une gestion irréprochable de sa province. En 2009-2010, un rapport de la Cour des Comptes dénonce sa gouvernance opaque. Il s'agit notamment des barèmes salariaux de l'exécutif provincial qui ne sont pas rendus publics, de trafics d'influence dans la négociation de marchés publics et d'irrégularités majeures entre les comptes du governorat et de l'assemblée provinciale du Katanga.

Le temps de la disgrâce

Le 29 septembre 2015, l'homme fort du Katanga démissionne, à la fois de son poste de gouverneur provincial et du PPRD. L'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle, sous la bannière du G7 – regroupement de partis dissidents de la majorité présidentielle –, n'interviendra qu'en mars 2016. Le Katangais dispose de sérieux atouts. Sa présidence du TP Mazembe – finaliste de la Coupe du monde des clubs en 2010 – lui offre une formidable visibilité, ainsi qu'un moyen efficace pour écarter ses opposants politiques. En 2013, Katumbi s'était offusqué des propos tenus par Jean-Claude Muyambo⁸ lors d'une interview pour un documentaire de Thierry Michel en cours de tournage. Le lendemain, des centaines de « fanatiques » du club avaient vandalisé et incendié sa maison.

Au-delà du football, l'image parfois messianique que Katumbi a su habilement créer autour de sa personne, tranche avec le caractère austère et parfois lointain de Kabila. Au Katanga, chacune de ses apparitions publiques draine des foules en liesse, attirées notamment par son charisme et ses talents d'orateur, qualités dont Kabila pourrait difficilement se targuer. Cette image de sauveur, Katumbi l'a aussi savamment entretenue par sa gestion patrimoniale de sa province d'origine. Rien n'y échappe : distribution de dollars à chaque rassemblement en période électorale, refus de toucher à son salaire de gouverneur qu'il préfère reverser à des associations œuvrant pour les personnes handicapées... L'entrepreneur devenu homme politique représente un adversaire de poids pour le président en exercice.

Dès l'annonce de sa candidature, Katumbi devient la bête noire de Kabila et du clan présidentiel. La campagne d'intimidation dont il sera victime, s'amorce dès le lendemain. Deux informations judiciaires sont alors ouvertes, pilotées de façon grossière par Kinshasa. Les vices de procédure sont nombreux et une juge dénonce la pression qu'elle a subie pour condamner Katumbi, qui est condamné à trente-six mois de prison, assorti d'une amende d'un million de dollars. Cette condamnation le rend, de fait, inéligible.

Le harcèlement juridique dont il est victime le soustrait temporairement aux affaires politiques. Blessé par les forces de sécurité à la sortie d'une audience, il affirme devoir quitter le pays pour bénéficier de soins adaptés, arguant d'une tentative d'empoisonnement après avoir été piqué avec une seringue contaminée⁹. Le durcissement de la situation en RDC l'empêche de prendre le chemin du retour, alors que le pouvoir semble déterminé à faire appliquer la peine d'emprisonnement à laquelle il a été condamné.

C'est donc de loin – vivant apparemment entre Londres et Bruxelles – qu'il suit les tractations qui conduisent au premier dialogue politique. Absent des travaux préparatoires, son ombre plane néanmoins sur les débats. En effet, le sort des prisonniers politiques et le sien sont au cœur du refus du *Rassemblement* de l'opposition fédérée autour d'[Étienne Tshisekedi](#) et de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) de participer à ce premier dialogue, conclu le 18 octobre par un accord jugé « non-inclusif » par la majorité des représentants de l'opposition.

L'avenir de Katumbi est de nouveau au cœur du second dialogue, auquel participe notamment le *Rassemblement*. Sous la médiation de la [CENCO](#), l'opposition et le pouvoir se mettent d'accord sur un nouveau calendrier électoral, s'achevant en 2017, et un partage du pouvoir durant l'actuelle période de transition. Cependant, aucun consensus n'est trouvé, ni sur la libération des prisonniers politiques, ni sur la cessation des poursuites contre l'ex-gouverneur.

La force de Katumbi lors de ce dialogue aura probablement été sa capacité à mettre de côté son cas personnel. En refusant que l'accord soit conditionné à l'abandon des charges qui pèsent contre lui, il a certainement facilité la conciliation entre des acteurs que tout oppose.

Quoique qu'honorable, sa mise en retrait ne garantit en rien l'amélioration de la situation politique en RDC, à l'heure où les agissements de la majorité présidentielle sèment des doutes sur sa volonté d'honorer l'accord. Ce qui n'a pas manqué de faire bondir le milliardaire katangais : « nul retard volontaire, nul subterfuge, nul blocage ne seront tolérés dans l'application de l'accord »¹⁰. Moïse Katumbi semble prêt à engager un bras de fer avec Kinshasa. Si l'issue en est incertaine, la politique qu'il mènerait en cas de victoire l'est encore plus.

* * *

Les auteurs

Clément Hut est chercheur assistant au GRIP et diplômé de relations internationales.

Marcel-Héritier Kapitene, titulaire d'une licence en sciences économiques et financières, est chercheur associé au GRIP.

-
1. L'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) est la coalition politico-militaire, dirigée par Laurent-Désiré Kabila, qui renversa le régime de Mobutu en 1997.
 2. Katebe a été candidat à la vice-présidence de la RDC lors la transition de 2003-2006 pour le compte de l'Alliance pour la sauvegarde du Dialogue inter-congolais (ASD), un regroupement unissant l'UDPS et l'ex-rébellion du RCD-Goma lors du Dialogue inter-congolais de 2002-2003.
 3. Parti fondé en 2002 par l'actuel président en exercice, Joseph Kabila
 4. Braeckman Colette, « La République démocratique du Congo tente d'empêcher le pillage de ses ressources – Manœuvres spéculatives dans un Katanga en reconstruction », *Le Monde Diplomatique*, Juillet 2008.
 5. « [RD Congo : quand Katumbi plaque tout pour Katumba](#) », *Jeune Afrique*, 26 janvier 2016.
 6. Joan Tilouine, « [Panama papers : Dan Gertler, roi du Congo et de l'offshore](#) », *Le Monde Afrique*, 7 avril 2016.
 7. « [Feu Augustin Katumba, ses révélations publiées dans son livre post mortem](#) », *7sur7.cd*, 23 juillet 2013.
 8. Actuellement en prison à Kinshasa, Jean-Claude Muyambo Kyassa est un avocat d'affaires et un ancien ministre. Entré en conflit avec Katumbi lorsqu'ils étaient ensemble au sein de la MP, il s'en est ensuite rapproché quand ils basculèrent tous deux dans l'opposition.
 9. [Moïse Katumbi, « Kabila peut encore sortir par la grande porte »](#), *Jeune Afrique*, 1^{er} août 2016.
 10. [Application de l'accord en RDC : la Majorité présidentielle pose ses conditions](#), *Jeune Afrique*, 3 janvier 2017